

**DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL****du 3 OCTOBRE 2014****Salle d'honneur de la Mairie à 20H00**

Le compte-rendu des délibérations suivantes a été affiché à la porte de la Mairie le 8 octobre 2014.

La convocation du Conseil Municipal avait été établie le 29 septembre 2014.

Présents : Le maire, Alain LORIGUET, Mme GUIBRET, M. THIBERT, Mme PETITOT, M. VERNEREY, Mme MOUGNARD, M. BARTHOD, Mme HACQUARD, M. TROUTIER, M. VERNIER, Mme JEANNERET, Mme BONET, Mme GIGNET, Mme MORGADINHO, M. BLUTEAU, M. GILLIARD, Mme ADAM-NORMAND, Mme TRUCHETET, M. ALLAIN, M. VALZER, M. HEQUETTE.

Absents excusés : Marie-Claude GAUTHIER (pouvoir à Claude VALZER)  
Damien COUVAL (pouvoir à Philippe THIBERT)  
Claude VERNEREY (pouvoir à Marie-Pierre PETITOT)  
Jean-Claude GILLIARD (pouvoir à Alain LORIGUET)

Monsieur Philippe THIBERT, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

**Ordre du Jour****↓ Affaires Générales :**

- ⌚ 14.82 Désignation des membres complémentaires de la Commission Communale des impôts directs
- ⌚ 14.83 Délégation au Maire pour l'embauche d'animateurs périscolaire pendant la durée du mandat
- ⌚ 14.84 Création d'un poste d'Adjoint Administratif 2<sup>ème</sup> classe à temps partiel (21 heures hebdomadaire)
- ⌚ 14.85 Convention d'assistance juridique
- ⌚ 14.86 Motion de soutien à l'AMF sur les conséquences de la baisse massive des dotations d'État
- ⌚ 14.87 Enquête publique "Cogénération Biomasse Novillars"
- ⌚ 14.88 Démission de Jean-Claude Gilliard, du poste de Conseiller Municipal Délégué au Domaine de la Communication

**↓ Domaine de l'Urbanisme – Travaux – Environnement**

- ⌚ 14.89 Convention cadre relative au programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) du secteur de Besançon
- ⌚ 14.90 Affouage sur pied – campagne 2014/2015
- ⌚ 14.91 Cimetière : délivrance des concessions pleine terre et caveaux 2 places
- ⌚ 14.92 Accompagnement des services du Grand Besançon dans le cadre du pilotage de l'opération de réhabilitation des hangars de l'aérodrome

**↓ Domaines des Finances – de l'Économie et de l'Emploi**

- ⌚ 14.93 Budget Assainissement : décision modificative n° 2
- ⌚ 14.94 Budget Communal : décision modificative n° 2

**↓ Questions diverses**

## **Affaires Générales**

### **14-82 Désignation des membres complémentaires de la Commission Communale des impôts directs**

Monsieur le Maire rappelle que dans chaque Commune, une Commission Communale des Impôts Directs doit être instaurée.

Les membres sont désignés par le Directeur des services fiscaux sur une liste complémentaire de 2 contribuables proposée par le Conseil Municipal.

La Commission Communale des Impôts Directs sera au final composée de 8 titulaires et de 8 suppléants.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal la liste des personnes suivantes, sachant que chacune doit :

- être de nationalité française,
- être âgées de 25 ans au moins,
- jouir de ses droits civils,
- être inscrite au rôle des impôts directs locaux dans la commune,
- être familiarisée avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

La liste de ces 2 contribuables vous sera communiquée en séance par Monsieur le Maire.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- approuve la liste des 2 candidats devant permettre à Monsieur le Directeur des services fiscaux de choisir les membres de la Commission Communale des Impôts Directs.

### **14-83 Délégation au Maire pour l'embauche d'animateurs périscolaire pendant la durée du mandat**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal de la nécessité d'embaucher des animateurs pour les activités périscolaires (garderie du matin, restaurant scolaire et garderie du soir) à chaque nouvelle année scolaire. Il souhaite que le Conseil Municipal l'autorise à procéder au recrutement de ces agents contractuels en fonction des besoins pour la durée du présent mandat.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal accepte de donner son accord pour l'embauche d'animateurs périscolaires pendant la durée du présent mandat.

### **14-84 Création d'un poste d'Adjoint Administratif 2<sup>ème</sup> classe à temps partiel (21heures hebdomadaires)**

Vu la nouvelle organisation du service administratif de la commune,

Vu la nécessité d'embaucher un agent pour renforcer le service comptabilité,

Monsieur le Maire propose de créer un poste d'Adjoint administratif 2<sup>ème</sup> classe, et de nommer Madame Dominique GRISOT à ce poste.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal accepte de créer un poste d'Adjoint Administratif 2<sup>ème</sup> classe et de nommer Madame Dominique GRISOT à ce poste.

### **14-85 Convention d'assistance juridique**

Monsieur le Maire fait part de la nécessité de renforcer la sécurité des actes juridiques pris par la commune et de bénéficier d'un appui technique sur les dossiers stratégiques portés par la commune. En ce sens, la reprise du dossier complexe des hangars de l'aérodrome nécessite un tel appui.

Monsieur le Maire fait donc part au conseil du projet de convention proposé par DSC Avocats S.C.P DUFAY SUISSA CORNELOUP WERTHE, et notamment du montant des honoraires. Ceux-ci s'élèvent à 3 600 € HT pour une prestation annuelle, correspondant à un taux horaire de 120 € HT, soit 30 heures annuelles ou 2.5 heures mensuelles.

Après avoir entendu l'exposé de monsieur le Maire, et après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil municipal :

- Accepte la passation de la convention aux conditions définies
- Autorise monsieur le Maire à la signer.

**14-86 Motion de soutien à l'AMF sur les conséquences de la baisse massive des dotations d'Etat**

Les collectivités locales, et en premier lieu les communes et leurs intercommunalités, risquent d'être massivement confrontées à des difficultés financières d'une gravité exceptionnelle. Dans le cadre du plan d'économies de 50 milliards d'euros qui sera décliné sur les années 2015-2017, les concours financiers de l'Etat sont en effet appelés à diminuer :

- de 11 milliards d'euros progressivement jusqu'en 2017,
- soit une baisse cumulée de 28 milliards d'euros sur la période 2014-2017.

Dans ce contexte, le Bureau de l'AMF a souhaité, à l'unanimité, mener une action forte et collective pour expliquer de manière objective la situation et alerter solennellement les pouvoirs publics sur l'impact des mesures annoncées pour nos territoires, leurs habitants et les entreprises.

L'AMF, association pluraliste forte de ses 36.000 adhérents communaux et intercommunaux, a toujours tenu un discours responsable sur la nécessaire maîtrise des dépenses publiques ; aussi, elle n'en est que plus à l'aise pour dénoncer cette amputation de 30% de nos dotations. Quels que soient les efforts entrepris pour rationaliser, mutualiser et moderniser l'action publique locale, l'AMF prévient que les collectivités ne pourront pas absorber une contraction aussi violente de leurs ressources. En effet, la seule alternative sera de procéder à des arbitrages douloureux affectant les services publics locaux et l'investissement du fait des contraintes qui limitent leurs leviers d'action (rigidité d'une partie des dépenses, transfert continu de charges de l'Etat, inflation des normes, niveau difficilement supportable pour nos concitoyens de la pression fiscale globale).

La commune de Thise rappelle que les collectivités de proximité que sont les communes et leurs intercommunalités sont, par la diversité de leurs interventions, au cœur de l'action publique pour tous les grands enjeux de notre société :

- elles facilitent la vie quotidienne de leurs habitants et assurent le "bien vivre ensemble" ;
- elles accompagnent les entreprises présentes sur leur territoire ;
- enfin, elles jouent un rôle majeur dans l'investissement public, soutenant ainsi la croissance économique et l'emploi.

La diminution drastique des ressources locales pénalisera à terme nos concitoyens, déjà fortement touchés par la crise économique et sociale et pourrait fragiliser la reprise pourtant indispensable au redressement des comptes publics.

En outre, la commune de Thise estime que les attaques récurrentes de certains médias contre les collectivités sont très souvent superficielles et injustes.

C'est pour toutes ces raisons que la commune de Thise soutient les demandes de l'AMF :

- réexamen du plan de réduction des dotations de l'Etat,
- arrêt immédiat des transferts de charges et des mesures normatives, sources d'inflation de la dépense,
- réunion urgente d'une instance nationale de dialogue et de négociation pour remettre à plat les politiques publiques nationales et européennes impactant les budgets des collectivités locales.

Après en avoir délibéré à 21 voix pour, 1 voix contre et une abstention, le conseil municipal approuve le présent projet de motion de soutien à l'AMF.

**14-87 Enquête publique "Cogénération Biomasse Novillars"**

Monsieur le maire expose au conseil municipal le projet de la société "Cogénération Biomasse Novillars". Il consiste à exploiter des installations comportant une chaudière au bois et une turbine à vapeur produisant de l'électricité et de la chaleur en cogénération, et des installations nécessaires à la transformation du bois sur le site de la société "GEMDOUBS" à Novillars.

Le préfet du Doubs est l'autorité compétente pour prendre la décision relative à la demande déposée par cette société. Il a donc prescrit par arrêté une enquête publique qui s'est déroulée du 20 août 2014 au 24 septembre 2014 et sollicité un avis de l'autorité environnementale, afin d'évaluer dans quelle mesure les impacts et enjeux environnementaux ont bien été pris en compte par le projet.

Selon l'article 8 de l'arrêté préfectoral, et entre autres communes, le conseil municipal de Thise est appelé à donner un avis qui, pour être pris en considération par le préfet, devra être formulé avant le 9 octobre 2014.

Après en avoir délibéré à 12 voix contre, 8 abstentions et 3 voix pour, le conseil municipal n'approuve pas le projet présenté par la société "Cogénération Biomasse Novillars".

## **14-88 Démission de Jean-Claude GILLIARD, du poste de Conseiller municipal délégué au domaine de la communication**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que par un courrier reçu en Mairie le 26 septembre 2014, Monsieur Jean-Claude Gilliard, Conseiller Municipal Délégué au Domaine de la communication, fait part de sa décision de démissionner de son statut de délégué, pour n'exercer désormais que des fonctions de conseiller Municipal.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il a accepté cette démission par retour de courrier en date du 30 septembre 2013.

Conformément à l'Article L2122-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire rappelle que "la démission du maire ou d'un adjoint est adressée au représentant de l'Etat dans le département. Elle est définitive à partir de son acceptation par le représentant de l'Etat dans le département ou, à défaut de cette acceptation, un mois après un nouvel envoi de la démission constatée par lettre recommandée".

Eu égard à l'importante charge de travail propre au domaine de la communication, Monsieur le Maire propose de maintenir un poste de conseiller délégué et propose la candidature de Mme Brigitte BONET à cette délégation.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à 18 voix pour et 5 abstentions :

- accepte la démission de M. Gilliard du poste de conseiller délégué au domaine de la communication ;
- approuve la candidature de Mme Brigitte Bonet

## **Domaine de l'Urbanisme, Travaux, Environnement**

### **14-89 Convention cadre relative au programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) du secteur de Besançon**

Monsieur le Maire rappelle que Directive Cadre Inondation, à travers l'Evaluation Préliminaire du Risque Inondation, a souligné l'importance des enjeux exposés des communes proches de Besançon. Après le territoire Belfort-Montbéliard, le secteur de Besançon est la poche d'enjeux la plus significative de la région Franche-Comté.

Conscientes de leur exposition au risque, ces communes ont souhaité développer une stratégie globale pour lutter contre les effets négatifs des inondations. Après information et concertation portées par l'Etablissement Public Territorial de Bassin Saône & Doubs, cette stratégie s'est orientée vers l'outil de Programme d'Actions de Prévention des Inondations (P.A.P.I.) qui a pour objet de promouvoir, à l'échelle d'un bassin de risque, une gestion intégrée des risques d'inondation en vue de réduire leurs conséquences dommageables sur la santé humaine, les biens, les activités économiques et l'environnement.

La mise en œuvre d'un tel outil (sur un territoire) permet :

- de bénéficier de taux de subvention de l'Etat pour le financement d'actions de prévention du risque d'inondation que l'on ne pourrait plus obtenir ailleurs ;
- de disposer des compétences spécifiques apportées par la structure porteuse pour la mise en œuvre d'une stratégie de prévention du risque d'inondation adaptée et efficiente ;
- de répondre aux obligations réglementaires qui s'imposent aux maires de communes soumises à un Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI).

Ainsi, dans le cadre du "PAPI du secteur de Besançon", la réalisation du Programme d'actions répondra aux obligations suivantes :

- Recherche et valorisation des repères de crues
- Affichage des risques et des consignes de sécurité
- Réalisation et mise à jour du Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) et du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) des communes
- Tenue des réunions biennales d'information au public sur les risques d'inondation

La labellisation du "PAPI du secteur de Besançon" par le Comité d'Agrément de Bassin ayant été obtenue le 03 octobre 2013, sa mise en œuvre passe désormais par l'établissement d'une convention cadre entre les différents partenaires financiers que sont l'Etat, l'EPTB Saône et Doubs et les huit communes du PAPI.

Cette convention rappelle le contenu du programme et sa durée, les maîtrises d'ouvrage et les modalités de financement, les clés de répartition des dépenses prévisionnelles estimées.

Ainsi, considérant :

- la délibération d'intention de la commune à participer au PAPI du secteur de Besançon du 16 novembre 2012 ;
- la participation prévisionnelle maximale de la commune s'élevant à 2 665 € HT ;
- l'avis favorable au PAPI du secteur de Besançon du Comité d'Agrément de Bassin du 03 octobre 2013 ;

Après en avoir délibéré à 15 voix contre, 4 voix pour et 4 abstentions, le conseil municipal :

- Ne s'engage pas à participer à la réalisation de l'ensemble des actions du PAPI concernant la commune pour un montant prévisionnel maximal de 2 665 € HT ;
- ne valide pas le contenu de la Convention Cadre relative au "PAPI du secteur de Besançon" ;
- N'autorise pas Monsieur le Maire à signer la Convention Cadre du PAPI du secteur de Besançon.

#### **14-90 Affouage sur pied - campagne 2014-2015**

Vu le code forestier, notamment les articles L.112-1, L.121-1 à L.121-5, L.212-1 à L.212-4, L.214-3, L.214-5, L.243-1 à L.243-3,

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que :

- la mise en valeur et la protection de la forêt communale sont reconnues d'intérêt général. La forêt communale de Thise d'une surface de 450 ha étant susceptible d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution, elle relève du régime forestier ;
- cette forêt est gérée suivant un aménagement approuvé par le conseil municipal et arrêté par le Préfet en date du 31 janvier 2012. Conformément au plan de gestion de cet aménagement, l'agent patrimonial de l'ONF propose, chaque année, les coupes et les travaux pouvant être réalisés pour optimiser la production de bois, conserver une forêt stable, préserver la biodiversité et les paysages ;
- l'affouage qui fait partie intégrante de ce processus de gestion, est un héritage des pratiques communautaires de l'Ancien Régime que la commune souhaite préserver. Pour chaque coupe de la forêt communale, le conseil municipal peut décider d'affecter tout ou partie de son produit au partage en nature entre les bénéficiaires de l'affouage pour la satisfaction de leurs besoins domestiques, et sans que ces bénéficiaires ne puissent vendre les bois qui leur ont été délivrés en nature (article L.243-1 du code forestier) ;
- l'affouage étant partagée par foyer, seules les personnes qui possèdent ou occupent un logement fixe et réel dans la commune sont admises à ce partage ;
- la commune a fait une information auprès des habitants pour connaître les foyers souhaitant bénéficier de l'affouage durant la campagne 2014-2015 ;

En conséquence, il invite le conseil municipal à délibérer sur la campagne d'affouage 2014-2015 en complément de la délibération concernant l'assiette, la dévolution et la destination des coupes.

Considérant l'aménagement en vigueur et son programme de coupes ;  
Considérant le tableau d'assiette des coupes proposé par l'ONF ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Destine le produit des coupes (houppiers, taillis, perches, brins et petites futaies) des parcelles 18 R et 20 R d'une superficie cumulée de 27,20 ha à l'affouage sur pied ;
- Arrête le rôle d'affouage joint à la présente délibération ;
- Désigne les garants suivants :
  - André VUILLEMIN
  - Roger POURCHET
  - Jean BEUQUE ;
  -
- Approuve la candidature de M. Dominique BEY, suppléant, eu égard à l'intérêt qu'il manifeste pour la mission ;
- arrête le règlement d'affouage joint à la présente délibération ;
- fixe le volume maximal estimé des portions à 20 stères ; ces portions étant attribuées par tirage au sort ;
- fixe le montant total de la taxe d'affouage à 7.00 € le stère ;

- fixe les conditions d'exploitation suivantes :
  - l'exploitation se fera sur pied dans le respect du règlement national d'exploitation forestière ;
  - les affouagistes se voient délivrer du taillis, des perches, des brins, de la petite futaie et des houppiers désignés par l'ONF. Des tiges nécessitant l'intervention préalable d'un professionnel pourront être abattues par la commune avant mise à disposition aux affouagistes. Elles seront dans ce cas mises à disposition sur coupe ;
  - le délai d'exploitation est fixé au 15 avril 2015. Après cette date, l'exploitation est interdite pour permettre la régénération des peuplements. Au terme de ce délai, si l'affouagiste n'a pas terminé l'exploitation de sa portion, il sera déchu des droits qui s'y rapportent (article L.243-1 du code forestier) ;
  - le délai d'enlèvement est fixé au 30 septembre 2015 pour permettre la sortie du bois sur sol portant en dehors des périodes pluvieuses ;
  - les engins et matériels sont interdits hors des chemins et places de dépôt, en raison du préjudice qu'ils pourraient occasionner aux sols forestiers et aux peuplements ;
  - les prescriptions particulières propres à chaque portion sont spécifiées dans le règlement d'affouage.
- autorise Monsieur le Maire à signer tout document afférent.

#### **14-91 Cimetière : délivrance des concessions pleine terre et caveaux 2 places**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal la délibération 13-80 du 12 décembre 2013 décidant de surseoir à l'octroi de concessions avance, en raison du manque de caveaux 2 places et de pleine terre.

Ce risque étant aujourd'hui écarté, il propose de modifier le régime de délivrance de ces concessions en les accordant de nouveau par avance.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide d'accepter ce régime.

#### **14-92 Accompagnement des services du Grand Besançon dans le cadre du pilotage de l'opération de réhabilitation des hangars de l'aérodrome**

Monsieur le maire rappelle les enjeux du projet de réhabilitation des hangars. Il en souligne également le caractère urgent.

En effet, un audit Véritas réalisé en janvier 2013 fait état de très graves dégradations, touchant à la structure même de l'édifice :

- Noue centrale non étanche, accélérant l'oxydation des tôles et poteaux ;
- Tirants extérieurs fortement corrodés et assises en béton très dégradés ;
- Tirants transversaux oxydés ;
- Quelques poutres internes déformées ;
- Evacuation des eaux de la couverture ;
- Ecoulement des eaux en périphérie ;
- Etc.

En mars 2014, Véritas a fait parvenir des préconisations sur les travaux de première urgence. Plutôt que de procéder à quelques interventions sporadiques, ce qui a toujours été fait jusqu'à présent, il devient primordial d'entreprendre la réhabilitation globale des hangars. Il est clair que si rien n'est entrepris dans un avenir très proche, le bâtiment devra être fermé et par suite, les activités de l'aéroclub prendront fin.

Monsieur le maire rappelle qu'il a repris contact avec les différents financeurs et, en parallèle, a sollicité la CAGB afin qu'elle propose un chiffrage visant à accompagner ce projet de réhabilitation dans toutes ses phases (cf. proposition jointe):

- Prise de connaissance et investigations complémentaires
- Etudes préalables
- Programmation, choix du maître d'œuvre et des BET
- Assistance au lancement de consultations annexes
- Phase conception
- Phase réalisation
- Coordination générale du projet

Cette mission que le conseil municipal pourrait confier à la CAGB est donc composée de 6 phases et d'une prestation de coordination générale du projet. Elle est évaluée à un forfait global de 157 demi-journées de travail sur une durée de 2 à 3 ans, à raison d'un coût de demi-journée fixé à 280 €. La phase réalisation de 40 demi-journées est en option. Ce forfait ne pourra être revu qu'en cas de modification substantielle du projet ou des conditions de réalisation de la mission.

Après en avoir délibéré à l'unanimité le Conseil municipal décide :

- de confier à la CAGB une mission d'assistance au maître d'ouvrage pour un montant de 32.760 €, correspondant à 117 demi-journées de travail réalisées par les agents mis à disposition, conformément à la proposition de chiffrage annexée. Il est entendu que le conseil municipal se réserve la possibilité de commander ultérieurement à la CAGB tout ou partie du forfait de 40 demi-journées relatives à la réalisation du projet.
- d'autoriser Monsieur le Maire à :
  - signer la ou les convention(s) de mise à disposition des agents de la CAGB dans le cadre de la présente mission d'aide aux communes ;
  - lancer les diverses consultations nécessaires afin de donner une suite opérationnelle à ce projet ;
  - signer l'ensemble des marchés afférents, les avenants éventuels et tous les actes contractuels se référant à cette opération, dans la limite des crédits budgétaires inscrits ;
  - inscrire les crédits nécessaires à la réalisation de ce projet (études et travaux) pour les exercices à venir.

### **Domaines des Finances, de l'Économie et de l'Emploi**

#### **14-93 Budget assainissement : décision modificative n°2**

Monsieur le Maire propose l'ouverture des crédits suivants :

Article budgétaire		
	Majoration	Minoration
2315 Dépenses d'investissement	+ 24 000.00 €	

Cette dépense sera financée par une reprise sur les excédents d'investissement antérieurs.

Après en avoir délibéré, la présente délibération est adoptée par le conseil municipal à l'unanimité.

#### **14-94 Budget communal : décision modificative n°2**

Monsieur le Maire propose l'ouverture des crédits suivants :

Article budgétaire	Dépenses		Recettes	
	Majoration	Minoration	Majoration	Minoration
2152 - 38 dépenses d'investissement	+ 200 €			
2315 - 33 dépenses d'investissement		- 200 €		

Après en avoir délibéré, la présente délibération est adoptée par le conseil municipal à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé la séance du 3 octobre 2014 est levée à : 22h30.

## RÉCAPITULATIF

Liste des délibérations, numérotées dans l'ordre chronologique :

♦ Délibération	n° 14-82	Désignation des membres complémentaires de la Commission Communale des "impôts Directs" : <b>unanimité</b>
♦ Délibération	n° 14-83	Délégation au Maire pour l'embauche d'animateurs périscolaire pendant la durée du mandat : <b>unanimité</b>
♦ Délibération	n° 14-84	Création d'un poste d'Adjoint Administratif 2 <sup>ème</sup> classe à temps partiel (21 heures hebdomadaires) : <b>unanimité</b>
♦ Délibération	n° 14-85	Convention d'assistance juridique : <b>unanimité</b>
♦ Délibération	n° 14-86	Motion de soutien à l'AMF sur les conséquences de la baisse massive des dotations d'État : <b>21 voix pour, 1 voix contre et 1 abstention</b>
♦ Délibération	n° 14-87	Enquête publique "Cogénération Biomasse Novillars" : <b>12 voix contre, 8 abstentions et 3 voix pour</b>
♦ Délibération	n° 14-88	Démission de Jean-Claude GILLIARD, du poste de Conseiller Municipal Délégué au Domaine de la Communication : <b>18 voix pour et 5 abstentions</b>
♦ Délibération	n° 14-89	Convention cadre relative au programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) du secteur de Besançon : <b>15 voix contre, 4 voix pour et 4 abstentions</b>
♦ Délibération	n° 14-90	Affouage sur pied - campagne 2014/2015 : <b>unanimité</b>
♦ Délibération	n° 14-91	Cimetière : délivrance des concessions "pleine terre et caveaux 2 places" : <b>unanimité</b>
♦ Délibération	n° 14-92	Accompagnement des services du Grand Besançon dans le cadre du pilotage de l'opération de réhabilitation des hangars de l'Aérodrome : <b>unanimité</b>
♦ Délibération	n° 14-93	Budget Assainissement : décision modificative n° 2 : <b>unanimité</b>
♦ Délibération	n° 14-94	Budget Communal : décision modificative n° 2 : <b>unanimité</b>

## SIGNATURES :

Marie ADAM-NORMAND		Loïc ALLAIN	
Bernard BARTHOD		Christian BLUTEAU	
Brigitte BONET		Damien COUVAL	XXXXXXXXXXXX
Marie-Claude GAUTHIER	XXXXXXXXXXXX	Cécile GIGNET	
Jean-Claude GILLIARD	XXXXXXXXXXXX	Laurence GUIBRET	
Sophie HACQUARD		Thibaut HEQUETTE	
Sylvie JEANNERET		Alain LORIGUET	
Manuela MORGADINHO		Martine MOUGNARD	
Marie-Pierre PETITOT		Philippe THIBERT	
Denis TROUTIER		Geneviève TRUCHETET	
Claude VALZER		Claude VERNEREY	XXXXXXXXXXXX
Nicolas VERNIER			